

Le groupe communiste et républicain décidé à se battre Pour que la population soit respectée !



Bruno TRONI
Maire de Billy-Montigny
Président du groupe
communiste et
républicain à la CALL

➤ *Après 46 ans de gestion commune au sein de la CALL, les élus communistes ne font plus partie de l'exécutif. Est-ce un choix délibéré ?*

Absolument pas. Faire partie d'un exécutif, c'est participer collectivement à l'élaboration des projets qui concernent la vie quotidienne des gens. Le président de la CALL, Sylvain Robert, et Jean-François Caron, représentant des Verts, ont décidé, avec la complicité de Jean-Marie Alexandre, de mettre un terme à cette collaboration. **Ils nous ont tout bonnement mis dehors.**

➤ *En quoi cela est-il si grave ?*

Le groupe communiste gère aujourd'hui 9 communes, soit un quart de celles qui composent la CALL. Nous représentons pas moins de 68.000 habitants. Ce qui est **inacceptable**, c'est le mépris affiché envers eux. Au-delà des seuls habitants de nos communes, c'est le bien-être de l'ensemble de la population qui nous intéresse. Les transports, le développement économique, l'eau potable... mais aussi la fiscalité appliquée par la CALL concerne tout le monde. Très nombreuses sont les familles vivant sur notre agglomération qui n'ont pas été épargnées par la crise et connaissent une situation financière et sociale préoccupante. La CALL doit répondre au mieux à certaines de leurs attentes. Cela passe forcément par une réflexion collective et un débat d'idées. Les élus socialistes et verts semblent l'avoir oublié. Ils ne représentent que la moitié des élus communautaires mais veulent se comporter en force toute puissante capable de décider seule de l'avenir de notre agglomération. Ils négligent le fait que dans certaines communes, comme Lens, ils n'ont pas repoussé les voix des communistes pour conforter leur réélection qui s'annonçait difficile.

➤ *Ils prétendent pourtant avoir laissé « la porte ouverte ». Pourquoi avoir refusé de signer l'accord d'union qu'ils vous proposaient ?*

Le groupe socialiste, verts et apparentés dirigé par François Lemaire et le groupe républicain emmené par Jean-Marie Alexandre exigeaient de nous que nous ne votions pas contre le budget en sachant parfaitement que nous avons un désaccord profond sur la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères). Il nous fallait choisir entre accepter de voir notre population continuer à être injustement taxée, ou participer à l'exécutif. **Entre nos convictions profondes et le fait d'obtenir des postes de vice-présidents, nous avons choisi de continuer à défendre l'intérêt de nos populations.**

➤ *Vous dites que les élus socialistes et verts veulent « avoir les coudées franches ». Pour quoi faire ?*

Il s'agit pour eux de faire appliquer localement des politiques nationale et européenne auxquelles nous nous opposons et qui sont rejetées par les Français comme le prouvent les résultats des élections européennes. Nos concitoyens veulent en finir avec la rigueur. Ils veulent un vrai changement, maintenant. Malgré cela, le gouvernement et les élus socialistes du secteur restent sourds et veulent appliquer des réformes qui vont aggraver la situation des familles. **Ce qu'ils veulent, c'est nous empêcher de faire barrage aux décisions qu'ils souhaitent prendre et faire croire qu'il n'existe aucune alternative possible à leurs choix politiques.**

➤ *Cela signifie que vous baissez les bras ?*

Certainement pas ! Nous non plus, nous ne sommes pas élus pour accepter benoîtement l'application de toutes ces mesures régressives qui tournent le dos aux valeurs de partage, de solidarité, de justice sociale que nous devons défendre. **Nous continuerons à nous battre pour que nos populations soit respectées et que la coopération intercommunale qu'est censée représenter la CALL prenne des décisions pour améliorer leurs conditions de vie et pas l'inverse.**

La TEOM : une taxe injuste qui doit être supprimée !

Tout comme la TVA, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est une taxe d'autant plus injuste qu'elle s'applique indifféremment à tous les foyers quel que soit le niveau de leurs ressources. Nous avons voté contre son application car nous jugeons inadmissible de vous infliger une taxe supplémentaire pour alimenter les caisses de la CALL alors que des économies pouvaient être réalisées dans certains domaines.

En ces périodes difficiles, l'argent public doit être utilisé avec prudence. En effet, non seulement la situation économique et sociale s'est détériorée mais, en plus, le gouvernement a décidé de baisser fortement les dotations qu'il attribue aux collectivités et aux intercommunalités. Bien sûr, il n'est pas question de cesser tous les investissements car cela représente de la création ou, à tout le moins, le maintien de certains emplois et c'est ainsi que peut se développer notre territoire avec, à la clé, une amélioration de vos conditions de vie. Ceci étant, il est important de bien choisir les projets communautaires.

L'an dernier, le groupe majoritaire a accepté de participer aux coûteux travaux du stade Bollaert pour accueillir quelques matches de l'Euro 2016. Pas moins de 70 millions d'euros au total seront dépensés par le Conseil régional, l'Etat, le Conseil général, le RCLens et la CALL, cette dernière participant à hauteur de 12 millions d'euros.

Le groupe communiste a proposé la suppression des 3 premiers millions d'euros inscrits au budget 2014 ce qui aurait permis d'abaisser la TEOM de 7,07% à 5,22%. Les groupes socialistes et républicains nous ont opposé une fin de non-recevoir. Notre groupe a donc voté CONTRE ce budget

**11,1 millions € :
C'est ce qu'a rapporté
la TEOM l'an
dernier...**

**10,8 millions € :
C'est l'excédent
dégagé par le budget
2013...**

**Il suffisait de réaliser
quelques économies**



Ce que nous défendons :

❖ **Des services publics de qualité et accessibles à tous** : Nous militons, par exemple, pour un grand service public national de l'eau et un retour en régie directe par la CALL de la gestion de l'eau potable. Votre facture d'eau doit rémunérer un service et non remplir les poches des actionnaires de grands groupes comme Veolia.

❖ **Un développement harmonieux de l'agglomération** : La CALL doit soutenir les projets des 36 communes et ne pas concentrer la majorité de ses efforts uniquement sur les villes centres.

❖ **Une meilleure prise en compte de vos difficultés** : nous sommes favorables à une diminution progressive de la TEOM jusqu'à la faire disparaître. La CALL doit donc veiller à ne pas s'engager dans des projets parfois superflus et extrêmement coûteux.

❖ **La démocratie locale et le droit pour chacun d'entre vous d'intervenir sur les décisions qui concernent votre avenir** : Nous nous opposons à la création d'un « pôle métropolitain ». Cette espèce de superstructure qui regrouperait la CALL et les agglomérations voisines (Hénin-Carvin, Arrageois, Douaisis...) pourrait prendre des décisions en ignorant l'avis des communes et le vôtre. Il faut en finir avec cette volonté gouvernementale de remodeler le territoire français selon le bon vouloir de Bruxelles !

Vos élus communistes et républicains à la CALL

Angres : Maryse Coupin, Serge Poix

Annay : Yves Terlat

Avion : Jean-Marc Tellier, Rose-May Schiavon, Martine Vandevoorde, Perrine Cioffi, Pierre cheret, Jean Letoquart

Billy-Montigny : Bruno Troni, Dominique Faliva

Bouvigny-Boyeffles : Maurice Viseux

Grenay : Christian Champire, Christelle Buisette

Harnes : Jean-Marie Fontaine

Liévin : Daniel Deroncourt

Méricourt : Bernard Baude, Rose-Marie Julliard, Alexandre D'andréa

Meurchin : Daniel Top, Sylvie Dupuis

Sallaumines : Christian Pedowski, Patrick Cambray

Wingles : Christophe Druelles

Vous êtes intéressés par l'activité de notre groupe, vous avez des questions, des remarques, contactez-nous :

Mairie de Billy-Montigny : 03.21.13.81.13 bruno.troni@billy-montigny.fr ou malika.pcf62@wanadoo.fr